



**PRÉFÈTE
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service eau, forêt, biodiversité

**ARRÊTÉ N° 58-2024-12-11-00002
Portant autorisation d'exercer la pêche de la carpe à toute heure**

La Préfète de l'Allier,
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Palmes Académiques

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.436-14 et R.541-76.

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de Madame Pascal TRIMBACHE en qualité de préfète de l'Allier.

VU l'arrêté n° 58-2024-09-30-00002 du 30 septembre 2024 portant subdélégation de signature à des agents de la Direction départementale des territoires, en matière de gestion et conservation du domaine public fluvial, police de la navigation et police de l'eau hors du département de la Nièvre .

VU la demande présentée par la Fédération de l'Allier pour la pêche et la protection du milieu aquatique, en date du 3 décembre 2024.

VU l'avis de l'Office français de la biodiversité, en date du 9 décembre 2024.

SUR proposition de M. le Directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1er :

La pêche de la carpe à toute heure est autorisée durant les périodes, dans les lieux et pour les bénéficiaires, détenteurs du droit de pêche sur ces lieux, figurant dans le tableau ci-après :

AAPPMA	LIEU	PERIODE
AVRILLY	Canal de Roanne à Digoin (lots 1 à 4) : de la limite départementale Saône et Loire/Allier à la jonction avec le canal latéral à la Loire	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
	Rivière LOIRE (lots C11 et C12) : du confluent de l'Urbize (commune de BOURG LE COMTE) jusqu'au chemin rural des Bordes à la Loire (commune de L'HOPITAL LE MERCIER)	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
DIYOU	Rivière LOIRE (lots C19 et C20) : du déversoir de Chizeuil au pont routier Gilly/Loire - Diou	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
	Canal Latéral à la Loire (lots 4 à 7) : de l'écluse de Talenne à l'écluse de la Besbre	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025

DOMPIERRE SUR BESBRE	Canal Latéral à la Loire : sur les deux rives de l'écluse de Digoïn à l'écluse de Talenne (lots n° 1 à 3) et de l'écluse de la Besbre à l'écluse de Beaulon (lots n° 8 et 9) à l'exception de la rigole d'alimentation depuis le port de plaisance (Dompierre/Besbre) à l'écluse de la Besbre (lot n°8)	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
GANNAY SUR LOIRE	Rivière Loire (lots D6 et D7) : du Grand Bois au confluent avec la Cressonne	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
	Canal Latéral à la Loire (lots n° 13 et 14) : de l'écluse de Rozières à l'écluse des Vanneaux	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
GARNAT SUR ENGIEVRE	Canal latéral à la Loire (lots 10 à 12) : de l'écluse de Beaulon à l'écluse de Rozières	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025
	Rivière Loire (lot D5) : des Germaines aux Grands Bois	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025

(Les dates partent du premier jour indiqué à midi jusqu'au dernier jour indiqué à midi).

Article 2 :

Les lignes (au maximum de quatre) seront placées à proximité du pêcheur. Il devra pouvoir toutes les surveiller depuis un point central, quelle que soit la luminosité.

Article 3 :

Tout poisson capturé, autre que la carpe sera immédiatement remis à l'eau, qu'il soit mort ou vivant. Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil et jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée ne peut être maintenue en captivité (sauf dans le cadre des manifestations encadrées type « enduros », sac de conservation uniquement) ou transportée quelle que soit sa taille.

Article 4 :

Les espèces de poissons et d'écrevisses présentes sur la liste des espèces exotiques envahissantes de l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain, ne peuvent être remises à l'eau même immédiatement après capture, en vertu des articles L.432-10 et L.411-5 (1°) du code de l'environnement.

Article 5 :

Le seul mode autorisé est la pêche à la ligne à la calée avec des esches végétales uniquement. L'usage de vifs, de poissons morts, artificiels ou leurres métalliques et toutes utilisations d'autres esches animales sont interdites.

Article 6 :

Les pêcheurs pratiqueront uniquement sur les lieux énumérés à l'article 1 du présent arrêté. Toutes les réserves de pêches habituelles sont maintenues.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Fédération des AAPPMA de l'Allier devra informer les détenteurs du droit de pêche de ces dispositions relatives à la pêche fluviale et obtenir, au préalable, l'accord écrit de ceux-ci.

Article 8 :

Les locataires des droits de pêche devront matérialiser sur le terrain, par la mise en place de panneaux d'information, les lieux autorisés de pêche de la carpe de nuit ainsi que les périodes de pêche autorisées.

Article 9 :

Le reste de la réglementation générale de la pêche fluviale est inchangé.

Article 10 :

Le contrôle des pêcheurs sera assuré par les agents chargés de la police de la pêche à tout moment de la nuit.

Article 11 :

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées au Tribunal Administratif compétent par toute personne intéressée par le projet, c'est à dire ayant un intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du dit acte ou de sa publication collective.

Le recours peut être déposé devant le tribunal administratif compétent via l'application « télérecours citoyens », accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 12 :

M. le Secrétaire général de la préfecture de l'Allier,
M. le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,
M. le Colonel, Commandant du groupement de gendarmerie de l'Allier,
M. le Président de la Fédération départementale des associations pour la pêche et la protection du milieu aquatique de l'Allier,
M. le Chef du service départemental de l'Allier de l'Office français de la biodiversité,
MM. les Maires concernés,
Les APPMA bénéficiaires,
ainsi que tous les agents assermentés ou commissionnés pour la police de la Pêche en eau douce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Allier.

Fait à Nevers, le 11 décembre 2024
Le chef du service eau, forêt et biodiversité,



Stéphane GEDOUX

